

l'on apporte contre cette mesure, est que le gouvernement fédéral coûtera bien plus cher que celui que nous avons aujourd'hui : — cela peut-être vrai jusqu'à un certain point, quoique pas autant qu'on a voulu le faire croire. Nous ne devons pas perdre de vue que chaque province possède un gouvernement complet dans tous ses détails ; par conséquent, il ne restera que peu de chose à y ajouter qui sera de donner simplement des législatures locales à chacun des Canadas. En vertu de ces principes généraux, je me déclare favorable au projet d'union actuel, et, ainsi que l'a très bien fait remarquer l'hon. député de Dundas (M. J. S. Ross), les termes dans lesquels se trouvent conçu le projet doivent plaire beaucoup à tous ceux qui étaient en faveur d'une union de ce genre. Pour ma part, en remplaçant le mot "fédérale" par celui de "législative," les termes de la première résolution ne peuvent pas me satisfaire davantage. Voici cette résolution :—

"Une union fédérale sous la couronne de la Grande-Bretagne aurait l'effet de sauvegarder les intérêts les plus chers et d'accroître la prospérité de l'Amérique Britannique du Nord, pourvu qu'elle puisse s'effectuer à des conditions équitables pour les diverses provinces."

Je dirai ici, M. l'ORATEUR, et je suis sûr de n'être en cela que l'écho de tous ceux qui m'écoutent, que ce que veut le peuple, c'est qu'on effectue l'union soit basée sur des principes de justice égale envers toutes les provinces. (Écoutez ! écoutez !) Les termes de la troisième résolution ne sont pas moins satisfaisants :—

"En rédigeant une constitution pour le gouvernement général, la convention ayant en vue de resserrer autant que possible les liens qui nous unissent à la mère-patrie, et de servir les plus chers intérêts des habitants de ces provinces, désire, autant que le permettront les circonstances, prendre pour modèle la constitution britannique."

En effet, où trouver un remède plus parfait ou un meilleur système de gouvernement que celui de la constitution anglaise ? (Écoutez ! écoutez !) L'un des caractères par lequel ce projet se recommande fortement à mon approbation est celui par lequel il diffère de la constitution de la république voisine, car je crois que la cause en grande partie des troubles qui désolent aujourd'hui ce malheureux pays, est due à l'absurde doctrine des droits des États. Au lieu de déposer l'autorité suprême dans le gouvernement central, qui ensuite peut le déléguer

aux gouvernements des divers États, on a adopté précisément le principe contraire ; — ce sont les gouvernements locaux qui y possèdent le pouvoir et qui en délèguent une partie à la législature centrale. Je suis heureux d'observer que dans le plan soumis à notre approbation, on a fait du gouvernement central le dépositaire du pouvoir suprême et qu'on lui a subordonné les législatures locales. (Écoutez ! écoutez !) Je vois aussi avec plaisir que, dans l'organisation de la législature générale des provinces unies, la question si ardue et si longtemps agitée de la représentation d'après le chiffre de la population est en voie d'être réglée d'une manière satisfaisante, car on se propose de faire représenter dans la chambre des communes chaque province suivant le chiffre de sa population. Une telle mesure fait disparaître la source des difficultés qui ont agité depuis si longtemps le Haut et le Bas-Canada, et ont rendu nécessaire de recourir au remède qui nous est aujourd'hui proposé. Quant au conseil législatif, je dois dire qu'ayant toujours été de ceux qui se sont opposés à l'introduction du principe électif dans la constitution de ce corps, je n'ai pas beaucoup de peine à approuver le changement que l'on propose. J'ai toujours cru que nous ne pouvions pas nous attendre à ce que deux branches d'une même législature, émanant de la même source, pussent fonctionner ensemble avec harmonie. (Écoutez ! écoutez !) On pourra appeler cela un mouvement rétrograde, et cependant j'y adhère, parce qu'il place les choses dans l'état où elles auraient dû rester. En présentant cette chambre d'adopter ou de rejeter la mesure, le gouvernement obéit, j'en suis sûr, à des motifs excellents, et il est de son devoir d'en agir ainsi. Tout disposé que je sois à donner mon vote au gouvernement, je reconnais cependant la force des objections soulevées par le secrétaire des colonies dans sa dépêche du 8 décembre dernier au gouverneur-général, au sujet de la constitution de la chambre haute en ce qui touche le chiffre des membres. Quoiqu'il n'y ait aucun doute que ces résolutions soient passées dans leur forme actuelle, je verrais néanmoins avec plaisir le parlement impérial faire à ce sujet, comme à d'autres, les changements qu'il croira nécessaires, et je m'y soumettrais avec plaisir. (Écoutez ! écoutez !) Il y a deux ou trois questions qui se rapportent à ces résolutions dont je dirai quelque chose. La première est l'éducation. On en a déjà